

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES DE PROVENCE

Carrière de Provence
Route des Carrières
84580 OPPEDE

Références : D-00121-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement CARRIERES DE PROVENCE implanté Route des Carrières 84580 OPPEDE. L'inspection a été annoncée le 03/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE PROVENCE
- Route des Carrières 84580 OPPEDE
- Code AIOT dans GUN : 0006401262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société des Carrières de Provence exploite une carrière de pierre de taille sur la commune d'Oppède. Cette installation a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 mai 2003, pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de l'inspection du 22 décembre 2015
- action nationale relative au plan de gestion des déchets d'extraction
- information du public
- suivi environnemental

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
INTERDICTION D'ACCES :	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 14	Engagement de mise en conformité	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 18.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
POLLUTION DE L'AIR	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 19	/	Sans objet
BRUITS	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 22.1	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II	/	Sans objet
Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L 513-1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
capacité de production	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 3	/	Sans objet
REGLES GENERALES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 10	Engagement de mise en conformité	Sans objet
CSS	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 25	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockages	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 8 non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, capacité de production
Prescription contrôlée : L'autorisation vaut pour une exploitation de pierre de taille dont les modalités sont énoncées ci-après: a) l'extraction sera effectuée par engins mécaniques, b) la production annuelle moyenne sera de 18.000m ³ , soit 33.000 tonnes. Elle n'excèdera pas 25.000 m ³ , soit 45.000 tonnes, ce qui correspond à une extraction maximale de 50.000 m ³ , soit 90.000 tonnes.
Constats : L'exploitant déclare que 15 458 m ³ ont été extraits au total en 2021, pour 5 601m ³ de production commercialisée (soient 10 361 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REGLES GENERALES D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, REGLES GENERALES D'EXPLOITATION
Prescription contrôlée : L'exploitation devra être conforme aux dispositions suivantes : [...] distance minimale entre les galeries souterraines et la zone d'extraction : 10m [...]
Constats : Cette prescription avait fait l'objet de l'écart n°1 relevé lors de l'inspection du 2 mai 2017, l'exploitant n'ayant pu justifier du respect de la distance de 10 m entre les galeries souterraines et la zone d'extraction. En réponse, l'exploitant avait indiqué, qu'après vérification sur d'anciens plans, la distance de 10 m était respectée. Le plan d'exploitation mis à jour, avec le positionnement des anciennes galeries près de la zone d'extraction du Petit Ribas, a été présenté le jour de l'inspection. Ce plan fait apparaître une distance minimale de 10 m entre les galeries souterraines et la zone d'extraction du Petit Ribas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : INTERDICTION D'ACCES :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, INTERDICTION D'ACCES :
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger doit être signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.
Constats : Cette prescription avait fait l'objet des écarts n°2, 3 et 4, relevés lors de l'inspection du 2 mai 2017 : <ul style="list-style-type: none">- la clôture d'un des bassins de gestion des eaux pluviales était partiellement détruite ;- les dangers liés au même bassin de gestion des eaux pluviales n'étaient pas signalés par des pancartes (risques de noyade et enlèvement) ;- un des portails d'accès (côté société Hugot) était ouvert en dehors des heures ouvrées et ainsi n'interdisait pas l'accès. Le 11 mars 2022, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">- la clôture avait été réparée autour du bassin de gestion des eaux pluviales ;- les pancartes signalant les dangers liés au bassin de gestion des eaux pluviales avaient été dégradées et n'étaient plus en place ;- une chaîne était en place, afin de limiter l'accès côté société Hugot.
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">- remettre en place les pancartes signalant les dangers liés au bassin de gestion des eaux pluviales. Ces pancartes devront être positionnées en dehors des zones circulées par les engins, afin d'éviter leur détérioration ;- mettre en place une limitation des accès plus efficace qu'une simple chaîne (portail, blocs de rochers,...) au niveau de l'accès à proximité de la société Hugot, compte tenu du passage de tiers sur le chemin à proximité pour l'accès à la société Hugot.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 18.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]

Constats : Le ravitaillement des engins de chantier n'est pas réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. En particulier, le revêtement de l'aire de ravitaillement est très dégradé et des traces d'hydrocarbures ont été observées sur les sols et le mur à proximité.



Observations : L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en conformité la zone de ravitaillement des engins, afin qu'elle soit parfaitement étanche et entourée par un caniveau, relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : POLLUTION DE L'AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, POLLUTION DE L'AIR
Prescription contrôlée : l'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées. Mesure des retombées de poussières dans l'environnement : Des capteurs sont placés aux emplacements définis dans l'étude d'impact. Une campagne tournante de 3 mois sur 3 points de mesure sera réalisée chaque année.
Constats : Les pistes de la carrière sont régulièrement humidifiées à l'aide d'un dispositif d'aspersion fixe. Toutefois, l'exploitant ne réalise pas le suivi des retombées de poussières selon une périodicité annuelle (dernière campagne de mesure effectuée en novembre 2016).
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, faire réaliser une campagne de suivi des retombées de poussières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : BRUITS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, BRUITS
Prescription contrôlée : Les dispositions relatives aux émissions sonores sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite une fois par an. [...]
Constats : l'exploitant ne réalise pas un contrôle des niveaux sonores tous les ans (dernière campagne de mesure effectuée en septembre 2018).
Observations : l'exploitant doit, sous 1 mois, faire réaliser un contrôle des niveaux sonores.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CSS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2022, CSS
Prescription contrôlée : Un comité de suivi [...] se réunira sur le site de la carrière avant le début de son exploitation puis tous les 5 ans.
Constats : un comité de suivi a été réalisé le 4 décembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) mentionne que les déchets produits par l'exploitation de la carrière sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'extractions utilisés directement en remblai pour la remise en état ;- 1000m3 de terre végétale stockés en attente d'utilisation pour la remise en état du site. <p>L'exploitant précise que déchets d'extraction recouvrent les blocs impropres à la commercialisation et les fines de sciage.</p> <p>Toutefois, le PGD ne précise pas les codes déchets associés, tels que précisés dans l'annexe de la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières :</p> <ul style="list-style-type: none">- code déchets 01 04 08 « déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 » pour les déchets d'extractions type « blocs » ;- code déchets 01 04 13 « déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07 pour les déchets d'extractions type « fines de sciage » ;- code déchets 01 01 02 « déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères » pour la terre végétale issue du décapage. <p>Nota : le PGD, associé à la rubrique 2510 de la nomenclature ICPE, intègre également les déchets issus de l'activité de la taillerie (chutes de taillerie et fines de sciage).</p>
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGD en précisant les codes déchets correspondant aux déchets d'extraction produits par l'activité de carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockages
Prescription contrôlée : Les « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser. Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none">- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;- à la récupération et au traitement des lixiviats ;- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. En cas de risques de perte d'intégrité des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Le site ne comporte pas d'installation de gestion de déchets (IGD) au sens de la directive n° 2006/21/CE du 15/03/06 et soumise aux dispositions de l'article 11.5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, plan de gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de « la zone » de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à « la zone » de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux « zones de stockage de déchets d'extraction ». <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : Le PGD de la carrière ne comporte pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- les codes déchets associés aux déchets d'extraction produits (cf. point précédent relatif à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 22/09/1194) ;- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description des conditions de remise en état de la zone de stockage des 1000m3 de terre végétale.
<p>Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGD en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none">- les codes déchets associés aux déchets d'extraction produits (cf. point précédent relatif à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 22/09/1194) ;- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description des conditions de remise en état de la zone de stockage des 1000m3 de terre végétale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46 II
Thème(s) : Autre, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats : En raison de la mauvaise qualité du gisement du carreau n°5, la société des carrières de Provence exploite en parallèle le carreau n°3 par anticipation. Cette modification du phasage décrit dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation.
Observations : L'exploitant doit, sous 3 mois, porter à la connaissance du Préfet la modification de phasage, avec tous les éléments d'appréciation nécessaire (incidences sur l'environnement, modification des garanties financières,...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bénéfice des droits acquis

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L 513-1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéfice des droits acquis
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. [...]
Constats : L'exploitant dispose dans son arrêté d'autorisation du 12 mai 2003 de la rubrique à déclaration n°2517 « Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques » pour un volume de 21 000 m3. Or, l'exploitant ne s'est pas positionné vis à vis des seuils de cette rubrique à la suite de l'évolution de la nomenclature survenue en 2012 (rubrique désormais exprimée en m²).
Observations : L'exploitant doit, sous 3 mois, se positionner vis à vis des seuils en vigueur, applicables à la rubrique n°2517.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet